

ATTAC GROUPE MEDIAS

Médias, information et mondialisation libérale

Attac France publie enfin une version finale du texte controversé de son groupe de travail médias. Nous reprenons des extraits et renvoyons au texte en ligne.



Document intégral: sous www.france.attac.org, choisir le bouton "1 Attac", puis sélectionner "Commissions d'Attac France" dans le menu de droite.

Les médias dominants prétendent se réserver le monopole de l'information sur les médias. Et la plupart des journalistes n'admettent pour seules critiques que celles qu'ils consentent à formuler sur eux-mêmes. Le discours dominant des journalistes dominants sur la question des médias exagère presque toujours l'indépendance des journalistes à l'égard des pouvoirs et occulte corrélativement les rapports de propriété soumettant les médias à leurs propriétaires et à l'exigence du rendement. Le combat contre la mondialisation capitaliste impose d'informer sur l'information.

I. Les médias et la mondialisation libérale

L'ordre néolibéral proclame la liberté de l'information depuis que l'Etat a renoncé à son monopole sur les moyens de communication audiovisuels. L'abondance des nouveaux réseaux et l'avènement de la société de l'information vaudraient promesse de pluralisme et garantie de la liberté d'expression. En réalité,

les grands industriels et les grosses banques sont aux postes de commande, la concentration des médias s'accélère.

L'organisation de l'édition française est en voie de devenir un quasi-monopole d'Hachette. (...)

Deux quotidiens, Le Monde et Le Figaro, qui sont aussi deux groupes de presse ayant annoncé leur intention d'entrer en Bourse, n'ont cessé de nouer des alliances (y compris entre eux au plan publicitaire), de procéder à des acquisitions (Télérama, Courrier International dans un cas, L'Express, L'Expansion, l'Etudiant etc. dans l'autre). La concentration de l'un justifie la concentration de l'autre. (...)

Pas spectateurs, acteurs économiques

Les grands médias sont d'abord des entreprises qui opèrent conformément aux formes de management capitalistes (y compris en recourant de plus en plus souvent à des journalistes précaires). On imagine mal que des acteurs de premier plan de la

mondialisation néolibérale en aient, dans la durée, une appréciation trop critique. (...)

Pas analystes, propagandistes

Les médias dominants confortent de leur propre propagande les entreprises diplomatiques, voire guerrières des gouvernements occidentaux. Ils épousent leurs politiques capitalistes et maltraitent en conséquence les mouvements sociaux qui les contestent. S'ils remplissent ainsi directement une fonction idéologique, il arrive que la distinction entre intentionnel et involontaire soit plus difficile à effectuer (...)

1. Les médias dominants diffusent des schémas de pensée marchands (...)

2. Les médias dominants déforment la présentation de la réalité qu'ils prétendent observer

a) Les réalités internationales font l'objet d'un traitement de plus en plus épisodique et superficiel, parce qu'elle sont peu "vendeuses" en termes d'audience, alors même que le discours médiatique ne cesse d'invoquer la "mondialisation", la "complexité" et le "métissage". (...)

c) L'invasion de la publicité affecte directement l'information elle-même.

La publicité détermine les stratégies de groupe en accélérant leur concentration: les regroupements en cours

autour du Monde et du Figaro doivent permettre à ces deux groupes d'atteindre la "taille critique" sur le marché publicitaire à un moment où ce marché semble se résorber (et donc être plus disputé). De plus en plus massive, la publicité constitue par elle-même une injection directe d'idéologie marchande et existe. (...)

3. Les médias dominants confortent les valeurs conservatrices (...)

En résumé: L'action des médias au service de la domination capitaliste opère par la défiguration, consciente ou non, de la réalité dont les médias prétendent être les miroirs.

II. Attac et l'information

Propagandistes et non pas analystes, acteurs et non pas spectateurs de la mondialisation néolibérale, détenteurs du monopole de l'information sur l'information et investis du pouvoir de recycler les mouvements contestataires qui se prêtent au jeu journalistique, les médias ne peuvent échapper à la critique d'une association créée pour "reconquérir les espaces démocratiques perdus au profit de la sphère financière".

Une association qui entend jouer un rôle d'éducation populaire, ne peut pas se satisfaire d'une approche exclusivement utilitaire des médias,

qu'elle courtiserait dans l'espoir de s'en servir.

1. Acteur de la contestation sociale, Attac conteste le traitement de la contestation par les médias. (...)

2. Acteur de l'information et du débat public, Attac refuse de se soumettre à la prétention des tenants des médias dominants d'être les principaux arbitres du débat démocratique. (...)

3. Conformément à sa vocation d'éducation populaire, Attac se donne pour objectif d'informer sur l'information. (...)

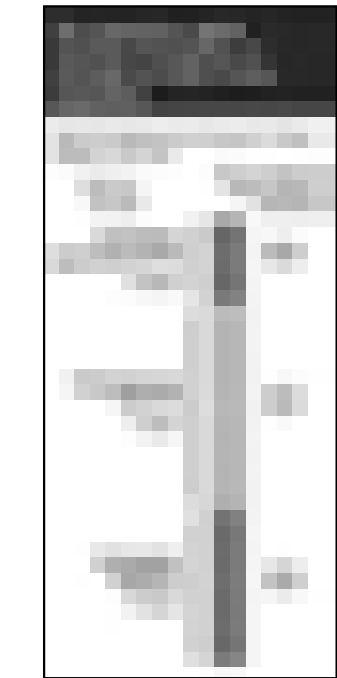
4. Mouvement d'éducation populaire et donc un acteur du droit à l'information, Attac entend contribuer à la défense de ce droit qui est d'abord le droit à une information différente de celle que diffuse les médias dominants. (...)

5. Conformément à son combat pour la défense et l'amélioration des services publics, Attac entend participer aux combats pour l'extension et le renforcement du service public et pour soustraire l'information du statut de marchandise. La logique de la concurrence entre un secteur privé et un secteur public sous-financé et livré à la publicité conduit à la dégradation mécanique de l'information publique. (...)

DEVELOPPEMENT HUMAIN

Des revenus en baisse

Pour 54 pays en développement les revenus sont en baisse depuis dix ans. C'est ce que révèle le "Rapport mondial sur le développement humain 2003" des Nations Unies qui vient d'être publié cette semaine.



Au cours des années 90, tandis que la majeure partie du globe bénéficiait d'une croissance économique soutenue, 54 pays en développement enregistraient un recul de leur revenu moyen. La plupart des pays qui se trouvaient plus pauvres en 2000 qu'en 1990 se situent en Afrique subsaharienne.

Le "Rapport mondial sur le développement humain" indique que, pour inverser cette tendance, les stratégies de développement ne doivent pas se focaliser sur la seule croissance économique, mais agir également en faveur d'une répartition plus équitable des richesses et des services.

"La pauvreté est souvent un problème politique, explique Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce rapport montre qu'il existe de nombreux pays dans lesquels le niveau de revenu est suffisamment élevé pour mettre un terme à la pauvreté absolue, mais où il demeure des poches d'extrême pauvreté, le plus souvent pour d'inquiétantes raisons de discrimination dans la prestation des services de base." Cet ouvrage présente le nouveau Pacte du Millénaire pour le développement, qui propose des politiques régionales et internationales novatrices, de nature à enclencher le mouvement de croissance et à réduire la pauvreté. Il avance

qu'il est plus important pour le développement humain d'investir dans des industries ou activités créatrices d'emplois, telles le textile ou le secteur manufacturier, que dans des industries qui exigent des volumes considérables de capitaux, comme la prospection ou la production pétrolière. L'ouvrage invite également à lancer des initiatives spéciales, susceptibles de soutenir les petites entreprises et les entrepreneurs dans les pays en développement.

En outre, le rapport engage les pouvoirs publics des pays en développement à orienter en priorité leurs dépenses vers les services de base, ceux dont les pauvres ont le plus besoin: des écoles primaires, et non pas des universités, des centres de santé en zone rurale, et non pas des hôpitaux dotés des dernières technologies dans les grandes villes.

"Les pays pauvres ne peuvent se permettre d'attendre d'être prospères avant de commencer à réaliser des dépenses bénéfiques à leur population", analyse Jeffrey Sachs, Conseiller spécial auprès du Secrétariat général des Nations Unies sur les "Objectifs du millénaire pour le développement", et l'un des rédacteurs invités du "Rapport mondial sur le développement humain" de cette année. "Ce serait prendre le problème à l'envers. Ce dont

ils ont besoin, ce sont des centres de santé ruraux, des écoles, des routes, de l'eau potable et des installations sanitaires, tout ce qui constitue le terreau de la croissance économique. L'investissement destiné à répondre aux besoins vitaux n'est pas seulement souhaitable pour mettre un terme à la souffrance humaine; c'est également un élément clé dans une stratégie intégrée de croissance économique."

Back to basic needs

Le "Rapport mondial sur le développement humain" démontre que dans de nombreux pays, les femmes, les pauvres dans les campagnes, ainsi que les minorités ethniques,

ne bénéficient pas d'une part équitable des dépenses sociales, pourtant plus importantes qu'auparavant. Les données disponibles mettent en évidence des schémas discriminatoires en termes d'accès à l'éducation, aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement. Dans une majorité des pays en développement qui disposent de statistiques fiables reflétant la situation sanitaire tant en milieu urbain que rural, les progrès relatifs à la réduction du taux de mortalité des enfants sont nettement moindres dans les campagnes que dans les villes. Il est frappant de constater qu'au Cambodge, par exemple, 85 pour cent de la population vit en zone rurale, mais

seulement 13 pour cent du personnel de santé du service public y travaille.

Les "Objectifs du millénaire pour le développement" prennent pour postulat que la croissance économique ne pourra, à elle seule, sauver le monde de la pauvreté, qui prend au piège plus d'un milliard de personnes. Si l'on ne s'attaque pas à des problèmes tels que la malnutrition ou l'analphabétisme, qui sont à la fois cause et symptôme de la pauvreté, les Objectifs ne seront pas atteints. Les statistiques actuelles sont déplorables: durant la dernière décennie, plus de 13 millions d'enfants sont morts à cause de maladies diarrhéiques.

Chaque année, plus d'un demi-million de femmes meurent au cours de leur grossesse ou en couches, soit une femme chaque minute. Plus de 800 millions d'individus souffrent de malnutrition. Des solutions aux problèmes de la faim, de la maladie et de l'analphabétisme sont d'ores et déjà disponibles: des moustiquaires en prévention du paludisme, des sages-femmes pour aider les femmes enceintes, accroissement de la productivité agricole, une sensibilisation aux principes d'hygiène permettant d'assurer la durabilité des sources d'eau potable.

Ces solutions ne sont pas à la pointe de la technologie. Il n'en demeure pas moins que, si elles étaient toutes mises en oeuvre, elles permettraient de sauver des millions de vies.

Rédaction: woxx

Le Rapport

Chaque année depuis 1990, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fait réaliser le "Rapport mondial sur le développement humain" par une équipe d'experts indépendants qui explorent les principaux sujets de préoccupation pour la planète. Un réseau consultatif mondial, composé d'éminents universitaires et représentants des pouvoirs publics et d'organisations de la société civile apporte des statistiques, des idées et les meilleures pratiques pour étayer l'analyse et les propositions présentées dans ce rapport. Le concept de développement humain ne se contente pas de mesurer les avancées de l'humanité en termes de revenu par habitant, de ressources humaines et de besoins élémentaires, mais évalue également d'autres facteurs tels que la liberté, la dignité ou l'action humaines, c'est-à-dire le rôle des femmes et des hommes dans le développement. Le rapport 2003 définit en fin de compte le développement comme un "processus d'élargissement de la palette des choix qui s'offrent aux individus", et pas seulement comme la progression du revenu national. Le "Rapport mondial sur le développement humain" est publié en français par Economica.